

Agence de Bonneville
644 avenue du Môle
ZAE des Lacs 2
74130 AYZE
Tel 04 50 07 07 40
ctc.bonneville@alpes-contrôles.fr

CTC R200/Version 2.0.0

Mission(s)	
ATHAND, HAND, L (*), LE, SEI (*)	
Nos références	Date
744C241R (744-C-2023-003Z)	25/06/2025

ANNEMASSE AMENAGEMENT D UN CENTRE DE CONSULTATIONS MEDICALES

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



Envoi	CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN - BAUD Philippe - MEGEVAND Natacha	Maître d'ouvrage	pbaud@ch-alpes-leman.fr / nniedbalamegevand@ch-alpes-leman.fr
-------	--	------------------	--

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Eva CHAPPEX - Le vérificateur des installations électriques, Tony DUTERTRE

Le chargé d'affaire,
Eva CHAPPEX

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 04/02/2025
Motif : Réponses au RICT n°1 reçues par mail le 05/02/2025 (BET Fluides) et le 07/04/2025 (MOA)



ACCREDITATION
N° 3-019
Liste des sites et portées
disponibles sur
www.cofrac.fr

Seules certaines prestations d'inspection rapportées dans ce document
sont couvertes par l'accréditation.
Elles sont identifiées par le symbole *.

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	12
VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP.....	14
VIII.4 - Classement et référentiel.....	24
VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	26
VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	30

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 04/02/2025

Motif : Réponses au RICT n°1 reçues par mail le 05/02/2025 (BET Fluides) et le 07/04/2025 (MOA)

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°744-C-2023-003Z et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Eva CHAPPEX

Le vérificateur des installations électriques, Tony DUTERTRE

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

CENTRE HOSPITALIER ALPES-LEMAN

558 route de Findrol

74130 CONTAMINE SUR ARVE

BET Fluides

ARIA FLUIDES

33 allée Galilée

74700 SALLANCHES

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Aménagement d'un centre de consultations médicales pour le CHAL situé sur la commune d'Annemasse.

Le clos couvert a été réalisé dans le cadre de la construction du bâtiment d'habitation (hors de notre marché de travaux), le plateau est livré brut, notre marché de travaux est limité à l'aménagement intérieur du cabinet de consultation.

Les logements et circulations du bâtiment d'habitation collectif sont également exclus de notre marché de travaux.

Adresse de l'opération :

îlot Bernard - Rue du Môle - ZAC Etoile

74100 Annemasse

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

600 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : A nous préciser

Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- Plans architectes - Date : 29/04/2024 - Réception : 04/11/2024

Plan PRO ind. D : plan architectes / coupes / plan masse / plans de situation 1 et 2.

- Descriptifs - Date : 27/12/2023 - Réception : 04/11/2024

CCTP et DPGF réalisés par la maîtrise d'ouvrage :

- Lot n°05 - Cloison doublage faux-plafond
- Lot n°06 - Chapes
- Lot n°07 - Carrelage Faïence
- Lot n°08 - Menuiseries intérieures
- Lot n°09 - Peintures
- Lot n°10 - Mobilier
- Lot n°11 - Stores intérieurs
- Lot n°12 - Flocage
- Lot n°13 - Protections murales.

- Plans fluides - Date : Octobre - Réception : 04/11/2024

CCTP et Plans DCE lot n°1.A / 1.B / 1.C / du cabinet ARIA Fluides

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Sans objet.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Attestations d'auto-contrôle (GE8)

Portes

- Portes simple vantail : PV de résistance au feu ½ heure
- Portes doubles vantaux : PV de résistance au feu ½ heure
- Trappes de visites : PV de résistance au feu ½ heure

Aménagements

- Sols souples plastiques : PV de réaction au feu
- Faux-plafonds suspendus : PV de réaction au feu
- Eléments de gros mobilier : PV de réaction au feu
- Protections mécaniques en centre hospitalier : PV de réaction au feu C-s2, d1

Chauffage / climatisation / ventilation

- Calcul de la limite de concentration des fluides frigorigènes par local.
- Appareil de Chauffage / Climatisation / Ventilation : PV ou Déclaration de conformité (Marquage CE)
- Calorifuge canalisation chauffage/ECS/climatisation : PV de réaction au feu
- Conduit de ventilation : PV de réaction au feu (sauf acier)
- Calorifugeages ventilation : PV de réaction au feu M1
- Conduit souple de ventilation : PV de réaction au feu
- Clapets coupe-feu : Déclaration de performance DOP et certificat de conformité CE et rapport de classement
- Encoffrement canalisations/conduits : PV de résistance au feu 1 heure

SSI

- Alarme incendie : PV d'essais fonctionnels
- Alarme incendie : PV de (re)mise en service

Eclairage

- Eclairage de sécurité : certificat de conformité NF/CE des BAES

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Référentiel de calcul applicable	PM	Application des Eurocodes.
	Vent Zone de vent	PM	Zone de vent : 1.
	Neige Zone de neige et altitude	PM	Zone de neige : C2. Altitude du site : 435m environ.
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	TERRASSEMENTS	HM	
	SOUTENEMENTS DEFINITIFS	SO	
	VOIRIES	HM	Hors marché de travaux.
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	DALLAGES	SO	
	FONDATIONS	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	INTERFACES STRUCTURALES	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	COUVERTURE / ZINGUERIE	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	TOITURE TERRASSE ETANCHEE	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	FACADES ET PIGNONS	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE	HM	Existant à la livraison du plateau brut. Hors marché de travaux.
	GARDE-CORPS	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	ETANCHEITE DE PLANCHERS INTERMEDIAIRES	SO	
	EQUIPEMENT DE GENIE CLIMATIQUE ET INSTALLATIONS DE FLUIDES / LEVAGE	HM	

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Renseignements sur les existants <ul style="list-style-type: none"> - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...) - Plans de récolement - Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...) - Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale. 	PM	Selon informations transmises par le maître d'ouvrage : - Dalles pleines en béton armé. - Murs en béton armé.
		SO	
		SO	
	Analyse critique de l'étude géotechnique	HM	Pas de modification de charge dans le cadre de l'aménagement du plateau de consultation.
	Ouvrages de structure <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : <ul style="list-style-type: none"> - Fondations - Porteurs verticaux - Dalles, poutres - Charpente - Remplacements des structures porteuses (chaînages) - Contreventement et maintien des éléments (façade, ouverture de baie...) - Etat de conservation des bois (pourriture des appuis, remplacement, injection) 		Aménagement du plateau de consultation.
		AF	
		AF	
		AF	
		SO	
		SO	
		AF	
		SO	
	Façades <ul style="list-style-type: none"> - Nature - Béton - Désordres constatés (éclats de béton, aciers apparents, désagrégation, desquamation des briques ou des pierres...) - Remontées capillaires 		
		AF	
		SO	Il n'a pas été constaté de désordre en façade.
		SO	Il n'a pas été constaté de remontées capillaires.
	Clos - couvert (compatibilité avec les ouvrages rapportés) <ul style="list-style-type: none"> - Etat de conservation de la couverture (durée prévisionnelle d'usage) - Etanchéité des terrasses (loggia) (durée prévisionnelle d'usage) - Humidité des murs intérieurs (remontées par capillarité) - Etanchéité des parois en cas d'aménagement de locaux enterrés existants - Menuiseries (durée prévisionnelle d'usage) 		Bâtiment neuf.
		AF	
		AF	
		AF	
		SO	
		AF	

VIII.3 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP

Mission HAND

relative à l'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public ou les installations ouvertes au public

Référentiel

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R162-8 à R162-13

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n°2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugent pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre II Section 3 Dispositions applicables lors de la construction d'établissements recevant du public ou d'installations ouvertes au public	PM	
Art. R162-8	Domaine d'application	PM	
Art. R162-9 à R162-11	Dispositions applicables ou solutions d'effet équivalent	PM	Voir arrêté du 20/04/2017
Art. R162-12	Caractéristiques spécifiques pour certains établissements	PM	Arrêtés non parus : - Enceintes sportives ; - Etablissements avec prestation visuelle ou sonore.
Art. R162-13	Règles particulières à certains établissements	PM	Etablissements pénitentiaires : voir arrêté du 04/10/2010 Arrêtés non parus : - Etablissements militaires ; - Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; - Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; - Hôtels restaurants d'altitude et refuges de montagne ; - Etablissements flottants.
	Arrêté du 20 avril 2017 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R162-8 à R162-12 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements et installations neufs satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Solution d'effet équivalent Les dispositions des articles 5 à 19 concernant les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour, les espaces de manoeuvre de porte, les espaces d'usage devant, au droit, à l'aplomb ou situés latéralement par rapport aux équipements et la distance minimale entre la poignée de porte et un angle rentrant ne s'appliquent pas pour les étages ou niveaux non accessibles aux personnes circulant en fauteuil roulant.	PM PM	
Art. 2	Dispositions relatives aux cheminements extérieurs	HM	Hors marché de travaux
Art. 3	Dispositions relatives au stationnement automobile	HM	Hors marché de travaux
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation		
	I. - Usages attendus Niveau d'accès principal au bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée. L'utilisation du dispositif doit être la plus simple possible.	SO	
	II. – Caractéristiques minimales		
	1° - Accès horizontal et sans ressaut		
	Ressaut maxi de 2 cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4 cm sous condition)	PM	
	2° - Repérage		
	Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes) Si numéro ou dénomination du bâtiment :	PM	
	- - Situé dans le champ visuel	PM	
	- - Situé à proximité immédiate de la porte d'entrée	PM	
	- - Conforme à l'annexe 3	PM	
	Tout dispositif visant à permettre ou restreindre l'accès au bâtiment ou à se signaler au personnel est facilement repérable par un contraste visuel ou une signalétique répondant aux exigences définies à l'annexe 3, détectable et n'est pas situé dans une zone sombre.	AF	
	3° - Atteinte et usage		
	Systèmes de communication entre le public et le personnel ET dispositifs de commande manuelle mis à la disposition du public :		
	- - Situés à plus de 0,40 m d'un angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant ;	AF	Portier d'ouverture ainsi que le BP de déverrouillage intérieur situés à plus de 40cm de l'angle rentrant sur le plan modificatif.
	- - Situés à une hauteur comprise entre 0,90 m et 1,30 m ;	PM	
	- - Repérables et détectables.	PM	
	Système d'ouverture des portes utilisable en position debout ou assise	SO	
	Dispositifs de déverrouillage électrique des portes utilisables avant refermeture	SO	
	Le bouton de déverrouillage de la porte présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement.	PM	
	Les éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment sont conformes à l'annexe 3.	PM	
	S'il existe un contrôle d'accès à l'établissement, le système permet à des personnes sourdes ou malentendantes ou des personnes muettes de signaler leur présence au personnel et d'être informées de la prise en compte de leur appel.	PM	
	En particulier et en l'absence d'une vision directe de ces accès par le personnel, les appareils d'interphonie sont munis d'un système permettant au personnel de l'établissement de visualiser le visiteur.	PM	
	Tout signal lié au fonctionnement d'un dispositif d'accès est sonore et visuel.	PM	
	Caractéristiques des appareils interphonie :		
	- - Une boucle d'induction magnétique conforme à l'annexe 9	PM	
	- - Un retour visuel des informations principales fournies oralement	PM	
Art. 5	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usages attendus		
	Tout aménagement, équipement ou mobilier situé aux points d'accueil du public et nécessaire pour accéder aux espaces ouverts au public, pour les utiliser ou pour les comprendre, doit pouvoir être repéré, détecté, atteint et utilisé par une personne handicapée.	PM	
	Si plusieurs points d'accueil à proximité l'un de l'autre :	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 6	Le dispositif d'accueil accessible bénéficie d'une ambiance visuelle et sonore adaptée et toute information strictement sonore nécessaire à l'utilisation normale du point d'accueil fait l'objet d'une transmission par des moyens adaptés ou est doublée par une information visuelle. Les espaces ou équipements destinés à la communication font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.	SO PM	Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 : Bureau d'accueil accessible aux personnes à mobilité réduite : - La hauteur maximale du plan de travail est de 0,80 m ; - L'équipement présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.
	II. – Caractéristiques minimales		
	Les banques d'accueil et mobiliers en faisant office :		
	- - Sont utilisables par une personne en position « debout » comme en position « assis »	PM	
	- - Permettent la communication visuelle de face, en évitant l'effet d'éblouissement ou de contre-jour dû à l'éclairage naturel ou artificiel, entre les usagers et le personnel.	PM	
	Lorsque des usages tels que lire, écrire, utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes :	AF	
	- - La hauteur maximale est de 0,80 m ;	PM	
	- - L'équipement présente un vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant.	PM	
	- - La disposition relative au vide en partie inférieure ne s'applique pas dès lors qu'un des points d'accueil est situé à un étage ou niveau non desservi par un ascenseur ou un élévateur.	PM	
	Si accueil sonorisé :	SO	
	Eclairage du poste d'accueil selon article 14 (200 lux)	AF	
	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usages attendus		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	
	II. – Caractéristiques minimales		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	a) Profil en long		
	Pente ≤ 5% (exceptionnellement jusqu'à 8% sur une longueur de 2m et jusqu'à 10% sur une longueur de 0,50m)	AF	
	Palier de repos en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 4%	SO	
	Ressaut maxi de 2cm à bord arrondi ou chanfreiné (porté à 4cm sous condition)	PM	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	SO	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	SO	
	Cas particulier des seuils de porte et des pas de porte	PM	
	b) Profil en travers		
	Largeur de passage		
	- Largeur ≥ 1,40m	AF	
	- Rétrécissement ponctuel entre 1,20m et 1,40m	AF	
	Dévers		
	- Dévers ≤ 2%	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>c) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon conforme à l'annexe 2 (sauf portes et portillons automatique coulissant, sauf portes et portillons ouvrant sur un escalier, portes des sanitaires, douches et locaux non adapté)</p> <p>Espace d'usage conforme à l'annexe 2 devant chaque équipement ou aménagement.</p> <p>3°- Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - - Passage libre d'au moins 2.20m de hauteur (réduit à 2.00m dans les parcs de stationnement) - - Si élément situé à une hauteur inférieure à 2.20m et en saillie de plus de 15cm : Dispositif de rappel au sol conforme à l'annexe 4 <p>Mobilier, bornes et poteaux conformes à l'annexe 5.</p> <p>Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° du II de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Croisement cheminement piétons et véhicules :</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)</p> <p>Dans les restaurants et les débits de boisson :</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p>Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 : Vitrophanie prévue.</p>
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales	SO	Etablissement de plain-pied.
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	<p>I. Usages attendus :</p> <p>Les revêtements de sol et les équipements situés sur le sol des cheminements sont sûrs et permettent une circulation aisée des personnes handicapées.</p> <p>Sous réserve de la prise en compte de contraintes particulières liées à l'hygiène ou à l'ambiance hygrométrique des locaux, les revêtements des sols, murs et plafonds ne créent pas de gêne visuelle ou sonore pour les personnes ayant une déficience sensorielle.</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>AF</p>	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art.10	En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restaurants	AF	
	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		
	I. Usages attendus :		
	Toutes les portes situées sur les cheminements permettent le passage des personnes handicapées et peuvent être manoeuvrées par des personnes ayant des capacités physiques réduites, y compris en cas de système d'ouverture complexe.	AF	
	Les portes comportant une partie vitrée importante peuvent être repérées par les personnes malvoyantes de toutes tailles et ne pas créer de gêne visuelle.	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	Les sas permettent le passage et la manoeuvre des portes pour les personnes handicapées.	SO	
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur de passage utile minimale de 1,40m pour desserte de zones et locaux pouvant recevoir 100 personnes ou plus.	SO	
	Vantail principal de 0,90m en cas de doubles vantaux, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,90m pour desserte de zones ou locaux pouvant recevoir moins de 100 personnes, avec largeur de passage utile de 0.83m	AF	
	Largeur nominale minimale de 0,80m pour desserte des sanitaires non adaptés et des cabines à usage individuel non adaptés, avec largeur de passage utile de 0.77m	SO	
	Largeur de passage utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espace de manoeuvre de porte conforme à l'annexe 2 devant chaque porte (sauf celles ouvrant uniquement sur un escalier, les portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés)	AF	
	Les sas sont tels que :		
	2° - Atteinte et usage		
	Poignée de porte facilement préhensible et manoeuvrable en position « debout » comme « assis »	AF	
	Exigence de préhension et position des poignées de portes à l'exception des portes des sanitaires, cabines et espaces à usage individuel non adaptés	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté	PM	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	PM	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	PM	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
	3° - Sécurité d'usage		
	Contraste visuel des portes ou leur encadrement ainsi que leur dispositif de manoeuvre par rapport à leur environnement.	PM	
	Repérage des portes vitrées	AF	Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 : vitrophanie prévue.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	<p>Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Accès autonome à l'ensemble des locaux ouverts au public Les équipements, le mobilier, les dispositifs de commande et de service peuvent être repérés, détectés, atteints et utilisés par les personnes handicapées. La disposition des équipements ne crée pas d'obstacle ou de danger pour les personnes ayant une déficience visuelle. Lorsque plusieurs équipements ou éléments de mobilier ayant la même fonction, au moins un peut être repéré, détectés, atteint et utilisé par les personnes handicapées. Dans le cas d'équipements soumis à des horaires de fonctionnement, l'équipement adapté fonctionne en priorité.</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>1° - Repérage</p> <p>Equipements et mobilier repérables par éclairage particulier ou contraste visuel Commandes repérables par contraste visuel ou tactile</p> <p>2° - Atteinte et usage des équipements</p> <p>Présence d'un espace d'usage (0,80m x 1,30m) Utilisation en position debout comme assis d'au moins un équipement ou mobilier par groupe Pour les commandes manuelles et les équipements nécessitant de voir, lire, entendre ou parler : - Hauteur entre 0.90 et 1.30 m - A plus de 40cm d'un angle rentrant de paroi ou d'un autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant Pour les éléments de mobilier permettant de lire un document, d'écrire ou d'utiliser un clavier : - Hauteur ≤ 0.80m - Vide en partie inférieure de 0.30 m (profondeur) x 0.60 m (largeur) x 0.70 m (hauteur) Guichet d'information ou de vente manuelle avec communication sonorisée avec le personnel : Les salles de réunion des ERP de 1re à 4e catégories : - Au moins une salle est équipée d'une boucle à induction magnétique respectant les dispositions décrites en annexe 9. Eléments de signalisation et d'information conformes à l'annexe 3. Information visuelle doublant toute information sonore lorsqu'il existe un ou plusieurs points d'affichage instantané Les interrupteurs et les boutons de commande mis à disposition du public ne sont pas à effleurement.</p>	AF PM PM PM HM	A respecter par l'exploitant
Art. 12	<p>Dispositions relatives aux sanitaires</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence d'au moins un cabinet d'aisance adapté par niveau accessible au public disposant de cabinet d'aisance et comportant un lavabo accessible. Emplacement identique aux autres cabinets d'aisance regroupés Respect de la séparation par sexe si elle existe pour les autres cabinets d'aisance Accessibilité d'au moins un lavabo, miroir, distributeur de savon, sèche main, patère</p>	AF AF SO PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 13	II. Caractéristiques minimales :		
	1° - Caractéristiques dimensionnelles		
	Espace d'usage accessible (0,80m x 1,30m) parallèle à la cuvette hors débattement de porte	AF	
	Espace de manoeuvre (Ø= 1,50m) à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur	AF	
	Si plusieurs cabinet d'aisance adapté par sexe, répartition équitable des cabinets d'aisance permettant le transfert à gauche et à droite	SO	
	Cabinet d'aisance permettant les deux types de transfert	SO	
	Le sens de transfert est indiqué sur la porte de chaque cabinet d'aisances adapté par un pictogramme.	SO	
	2° - Atteinte et usage		
	Dispositif de fermeture de porte	AF	Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 : barre de tirage ajoutée au CCTP.
	Lave main à hauteur maximale 0,85 m équipé d'une robinetterie dont la commande ou la cellule de déclenchement est située à plus de 0,40 m de tout angle rentrant de parois ou de tout autre obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant	AF	
	Cuvettes entre 0,45m et 0,50m de hauteur (sauf en cas d'usage spécifique pour enfants)	PM	
	Barre d'appui entre 0,70m et 0,80m pouvant supporter le poids d'un adulte	PM	
	Distance entre l'axe de la barre d'appui et l'axe de la cuvette compris en 0,40 et 0,45m	AF	
	Lavabo : vide en partie inférieure 0,30 m x 0,60 m x 0,70 m.	SO	Pas de lavabo.
	Usage complet du lavabo en position assis notamment robinetterie	SO	
	Urinoirs ou sèche-mains en batterie positionnés à des hauteurs différentes	SO	
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties		
	I. Usages attendus :		
	Repérage, détection, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	PM	
	II. Caractéristiques minimales :		
	Chaque sortie est repérable de tout point où le public est admis, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une signalisation conforme à l'annexe 3.	PM	
Art. 14	Absence de confusion avec les sorties de secours	PM	
	Dispositions relatives à l'éclairage		
	I. Usages attendus :		
	La qualité de l'éclairage, artificiel ou naturel, des circulations intérieures et extérieures est telle que l'ensemble du cheminement est traité sans créer de gêne visuelle.	AF	
	Les parties du cheminement qui peuvent être source de perte d'équilibre pour les personnes handicapées, les dispositifs d'accès et les informations fournies par la signalétique font l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée.	AF	
	II. Caractéristiques minimales :		
	Valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours :		
	- 20 lux pour le cheminement extérieur accessible	HM	Hors marché de travaux.
	- 20 lux pour les parcs de stationnement et leurs circulations piétonnes accessibles	HM	Hors marché de travaux.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - 200 lux au droit des postes d'accueil ou des mobiliers en faisant office - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile <p>Extinction progressive en cas de temporisation</p> <p>Contraintes sur le fonctionnement de la détection de présence</p> <p>La mise en oeuvre des points lumineux évite tout effet d'éblouissement direct des usagers en position « debout » comme « assis » ou de reflet sur la signalétique.</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>HM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p>	
Art. 15	Dispositions supplémentaires applicables à certains types d'établissement	PM	Article 16 à 19
Art 16	<p>Dispositions supplémentaires relatives aux établissements recevant du public assis</p> <p>I. Usages attendus :</p> <p>Présence de places assises pouvant recevoir des personnes handicapées</p> <p>Cas particulier : Les emplacements des restaurants et salles à usage polyvalent sans aménagement spécifique doivent pouvoir être dégagés en présence de personnes handicapées</p> <p>II. Caractéristiques minimales :</p> <p>1° - Nombre</p> <p>2 emplacements jusqu'à 50 places, un supplémentaire par tranche de 50 places</p> <p>Au-delà de 1000 places, nb d'emplacements accessibles fixé par arrêté municipal et 20 places minimum</p> <p>2° - Répartition</p> <p>Places réparties dans les différentes catégories de places accessibles au public</p> <p>3° Caractéristiques dimensionnelles</p> <p>Emplacement correspondant à un espace d'usage conforme à l'annexe 2</p> <p>Caractéristiques des Cheminements d'accès identiques aux circulations horizontales intérieures visées à l'article 6</p> <p>Les emmarchements des gradins et les gradins ne sont pas considérés comme des circulations intérieures verticales ou horizontales. Toutefois, les emmarchements respectent les dispositions du 2° de l'article 7-1 à l'exception de la disposition concernant l'éclairage.</p>	<p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p>	<p>Mobilier non fixe.</p>
Art. 17	Dispositions supplémentaires relatives aux établissements comportant des locaux d'hébergement	SO	Etablissements d'hébergements hôteliers, hôpitaux, internats, maisons de retraite...
Art. 18	Dispositions spécifiques relatives aux cabines et aux espaces à usage individuel.	SO	
Art. 19	Dispositions spécifiques relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs ou équipements disposées en batterie ou en série.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 20	Dans les lieux publics collectifs, le sous-titrage en français est activé sur les téléviseurs si ceux-ci disposent de cette fonctionnalité.	SO	
Art. 21	Références à l'arrêté du 01/08/2006 et à l'arrêté du 20/04/2017	PM	
Art. 22	Abrogation de l'arrêté du 01/08/2006	PM	
Art. 23	Entrée en vigueur de l'arrêté	PM	
Art. 24	Publication au journal officiel	PM	

VIII.4 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Aménagement d'une maison médicale au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation. Le cabinet ne comporte pas de locaux à sommeil.

Le clos couvert a été réalisé dans le cadre de la construction du bâtiment d'habitation (hors de notre marché de travaux), le marché de travaux est limité à l'aménagement intérieur du cabinet de consultation.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques : Comptage à puissance limitée 36KVA alimentant un TGBT. Circuits ondulés 6 KVA pour les postes informatiques. Éclairage de sécurité d'évacuation par BAES.
- Equipement d'alarme / SSI : Alarme type 4.
- Moyens d'extinction fixes : Sans objet.
- Ventilation : CTA
- Chauffage : CTA
- Stockage combustible : Sans objet.
- Désenfumage : Sans objet.
- Cuisson : Sans objet.
- Ascenseur : Sans objet.

Date d'application du référentiel réglementaire : 20/12/2023

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Selon PV reçu

Effectif du public : 45 personnes

Effectif du personnel : 15 personnes

Effectif public + personnel : 60 personnes

5ème catégorie de type U

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

POPP/EG/NA - n°2024 - 549006

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

- Faire procéder en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérifications des équipements techniques de l'établissement.
- Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manoeuvre des moyens de secours. Il doit également être informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale. Cette information peut être complétée par des exercices périodiques d'évacuation.

Autres prescriptions particulières :

Aucune

VIII.5 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	SO	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	Diffuseur lumineux d'alarme incendie prévu dans les sanitaires.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	AF	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	SO	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	SO	
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	A nous transmettre en exécution.
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		A nous transmettre en exécution.
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	
GN 14	Matériels du SSI	PM	
GN 14	Matériels électriques	PM	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 09/08/2023 et précédents.
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	
PE 2	Etablissements assujettis	PM	
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	
PE 4	Vérifications techniques	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Chapitre 2 - Règles Techniques			
Section I - Construction, Dégagements, Gaines			
PE 5	Structures	AF	Ossature en béton armé. Isolement par rapport au bâtiment tiers : - Planchers haut et bas : dalles pleines en béton armé. - Murs séparatifs : murs en béton armé. - Clapet coupe-feu existant à la traversée du mur mitoyen pour le rejet de la CTA. Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 et du 30/01/2025 : - Toutes les gaine technique seront CF 1h. Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 et du 30/01/2025 : - Présence de siphon de sol et d'évacuations d'eaux usées traversant le plancher bas : hors marché de travaux car géré par le constructeur de la coque. De plus, leur bureau de contrôle nous précise par mail du 25/06/2025 que la mise en place de collier CF n'est pas nécessaire vu le diamètre. - Clapet CF de la CTA : hors marché de travaux car géré par le constructeur de la coque. Le degré CF précisé par l'entreprise est : CF2h. Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 : - Les cloisons des locaux à risques d'incendie (poubelle, local technique, ménage) et des gaines techniques seront prolongées jusqu'au mur béton et non pas contre le doublage thermique, pour éviter la propagation des flammes par le doublage. - Portes du local Ménage et du local TGBT : CF 1/2h + FP.
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	AF	
		HM	
PE 7	Accès des secours	AF	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	PM	
PE11 §2	Portes	AF	
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	
		AF	
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	
PE11 §6	Escaliers encloisonnés	SO	
PE 12	Conduits et gaines	AF	
Section II - Aménagements Intérieurs			
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	AF	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier			
AM 1	Généralités.	PM	
	Section I – Produits et Matériaux de Parois		
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Protections murales M1.
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Faux-plafond : M0.
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	Revêtement de sol : Carrelage.
AM 8	Produits d'isolation.	AF	- Laine minérale dans les cloisons. - Flocage A1 en plafond.
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	HM	Hors marché de travaux.
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	AF	Stores dans les locaux de moins de 50m². Classement M1.
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	SO	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	PM	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	PM	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	SO	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol		
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	SO	
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	Pas d'appareil de cuisson dans l'établissement.
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	PM AF	Application des articles PE - Pas de renvoi aux articles CH. <u>Chauffage - Rafraîchissement</u> : - Système DRV. - Fluide R410A.- Puissance 40 kW pour l'unité extérieure.
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	<u>CTA double flux</u> : - Gaines en tôle d'acier galvanisé. - Calorifuge laine de verre M0. - Manchette souple M0. - Clapet coupe-feu au droit de la traversée du mur existant (hors marché de travaux).
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée		
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AF	
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	AF	Réponse mail du 30/06/2025 : Des extincteurs sont prévus dans l'établissement.
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	HM	A respecter en exploitation.
PE 27§2	Alarme	AF	Alarme de type 4 avec diffuseurs lumineux dans les sanitaires.
PE 27§3	Téléphone	HM	A respecter en exploitation.
PE27§4	Consignes	HM	A respecter en exploitation.
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§6	Affichage des plans		
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil	SO	
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins		
PU 1	Généralités		
PU 2	Structures		
PU 3	Escaliers		
PU 4	Fonctionnement des portes		
PU 5	Conditions d'installation des gaz médicaux		
PU 6	Détection automatique d'incendie et système d'alarme		
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.6 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	Réponse au RICT n°01 reçue le 07/04/2025 : vitrophanie prévue.
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	PM	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	<p>Réponse mail du 30/06/2025 : - Portes vitrées intérieures ainsi que les vitrages attenants : classification ajoutée au CCTP. - Portes vitrées extérieures et vitrages attenants : Hors marché de travaux - Géré par le constructeur. Rappel : Ces éléments doivent être équipées de vitrage de sécurité sur les 2 faces.</p>
Section 2 Voies de circulation et accès			
R4214-9	Généralités implantation et dimension des voies de circulation, y compris escaliers et échelles fixes	HM	
R4214-10	Sécurité d'utilisation des portes et dégagements piétons par rapport aux voies de circulation véhicules	HM	
R4214-11	Marquage au sol des voies de circulation si nécessaire	HM	
R4214-12	Portes pour piétons à proximité des portails destinés aux véhicules	HM	
R4214-13	Domaine d'application des articles R4214-9 à R4214-12	HM	
R4214-14	Signalisation des zones de danger	HM	
R4214-15	Dispositions générales relatives aux escaliers, trottoirs roulants, ascenseurs et monte-charge	SO	
R4214-16	dispositifs d'arrêt d'urgence pour escaliers et trottoirs roulants	SO	
R4214-17	Circulation et postes de travail à l'air libre	HM	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	
Chapitre V			
INSTALLATIONS ELECTRIQUES			
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	Schéma électrique, folio 5/5 : Absence de sectionnement de tous les conducteurs actifs en aval de l'onduleur. (modification du schéma reçu le 25/06/25)	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF		
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF		
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF		
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	SO		
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF		
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF		
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF		
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	AF		
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO		
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	Nous attirons votre attention sur le fait que la présence de 2 sources (comptage limitée et onduleur) d'alimentation différentes soit correctement signalée.(Réponse au RICT n°01 reçue le 25/05/2025 : indication dans les pièces pour les entreprises)	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF		
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF		
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF		
CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et evacuation				
Section 1 Dispositions générales				
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM		(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	PM		
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	SO		
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO		
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	AF	Etablissement de plain-pied.	
R4216-3	Isolement des Tiers	PM		
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	Réponse mail du 30/06/2025 : Salle polyvalente : effectif du local toujours inférieur à 19 personnes confirmé par le MOA et ajouté sur les plans, au vu de la présence d'une seule porte de 1UP.	
Section 2 Dégagements				
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF		
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	PM		
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF		
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF		
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO		
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO		
R4227-9	Conception escaliers	SO		
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	SO		
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	Etablissement de plain-pied.	
R4227-13	Signalisation des issues	AF		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	Etablissement de plain-pied.
R4216-7	Saillies et dépôts	SO	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	SO	
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	SO	
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	PM	
R4227-16	Combustibles liquides	SO	Réponse mail du 30/06/2025 : Des extincteurs sont prévus dans l'établissement.
R4227-18	Installations des appareils	SO	
R4227-19	Alimentation des appareils	SO	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	SO	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	SO	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	Réponse mail du 30/06/2025 : Des extincteurs sont prévus dans l'établissement.
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	AF	
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	SO	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	Pour mémoire, un système d'alarme adapté au handicap des personnes concernées employées dans l'entreprise est à prévoir Décret 2009-1272 du 21/10/09
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	PM	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	HM	
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	HM	
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	A la charge de l'employeur
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
Art. 1 - Art. 9	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	SO	
Arrêté du 23/06/1978	Installations de Chauffage		
	Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public	SO	Il est rappelé que la mission SEI ne porte pas sur les articles relatifs à la prévention du risque lié à la présence de légionnelles ou autres germes pathogènes.
Arrêté du 21/03/1968	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides		
	Règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et la réglementation des établissements recevant du public.	SO	
Arrêté du 01/07/2004	Installations de Stockage Produits pétroliers		
	Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages de produits pétroliers.	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Arrêté du 30/07/1979	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés Règles techniques et de sécurité applicables aux stockages fixes d'hydrocarbures liquéfiés non soumis à la législation des installations classées ou des immeubles recevant du public.	SO	
Arrêté du 23/02/2018	Installations de Gaz	SO	
Arrêté du 22/10/1969	Conduits de Fumée	SO	
Art 3 décret 2011-36 - R142-5	DETECTEURS DE FUMEE DANS LES LIEUX D'HABITATION Décret 2011-36 du 10 janvier 2011 et , décret 2015-114 du 2 février 2015 et arrêté du 5 février 2013	SO	
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	SO	
Décret n° 2003-296	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	SO	
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL	SO	